



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 28/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIMAGRAIN

CS 20001 Saint Beuzire
63360 Gerzat

Références : 20251028-RAP-63-0954-Insp-LIMAGRAIN-Ennezat
Code AIOT : 0005600354

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement LIMAGRAIN implanté 21 Avenue de la Gare 63 720 Ennezat. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans la continuité de l'arrêté préfectoral n°250377 du 05 mars 2025 autorisant la société coopérative agricole LIMAGRAIN à moderniser et à poursuivre l'exploitation du complexe agro-industriel d'Ennezat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIMAGRAIN
- 21 Avenue de la Gare 63720 Ennezat
- Code AIOT : 0005600354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

LIMAGRAIN est une coopérative agricole qui réunit près de 1 300 adhérents, agriculteurs des plaines de la LIMAGNE qui lui permettent d'exercer les activités suivantes :

- Production de semences : LIMAGRAIN commercialise des semences destinées aux agriculteurs, aux maraîchers et aux jardiniers amateurs. LIMAGRAIN gère la chaîne de production depuis la récolte jusqu'au conditionnement des semences prêtes à la commercialisation ;
- Production de céréales : LIMAGRAIN récolte, stocke (après séchage et nettoyage mécanique des grains) et commercialise des céréales dites « de consommation ». Les céréales servent à l'alimentation humaine et animale.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Données de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 3.1.1 et 3.4.1	Sans objet
4	Obligations déclaratives – GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Sans objet
5	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 8.2	Sans objet
6	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 6.1.6	Sans objet
7	Mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les demandes prescrites par arrêté préfectoral n°250377 du 05 mars 2025 ont parfaitement été prises en compte par l'exploitant.

Elles concernent notamment la mise en place d'un plan de surveillance des rejets atmosphériques (fiche de constat N°1) et d'un plan de sobriété hydrique (fiche de constat N°2) pour l'ensemble des installations du complexe agro-industriel d'Ennezat.

Ces démarches doivent, à présent, être finalisées pour une mise en œuvre dès l'année 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit un plan de surveillance des rejets atmosphériques pour l'ensemble des installations du complexe agro-industriel d'Ennezat. Ce plan de surveillance sera proposé à l'inspection des installations classées sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Une identification exhaustive des émissaires du site (canalisés et diffus) et une caractérisation des polluants potentiels sont demandées en justification de la proposition de plan de surveillance.
Constats : L'exploitant a établi un inventaire de l'ensemble des sources d'émissions atmosphériques (canalisées et diffuses) présentes sur les installations du complexe agro-industriel LIMAGRAIN d'Ennezat. Seules les émissions diffuses liées au chargement / déchargement des camions, bennes et trémies n'ont pas été recensées. Cet inventaire couvre les activités suivantes : <u>Entité « usine semences »</u> <ul style="list-style-type: none">• Dépoussiérage (filtres, cyclones)• Ventilation silos (ventilateurs / conservation du grain)• Combustion (brûleurs séchoirs, chaudières, motopompe sprinklage)• Nettoyage (système d'aspiration)• Aération des locaux <u>Entité « silos métier du grain »</u> <ul style="list-style-type: none">• Dépoussiérage (filtres)• Ventilation silos (ventilateurs / conservation du grain)• Combustion (brûleurs séchoirs)• Nettoyage (système d'aspiration)• Aération des locaux Ce recensement brut a permis d'identifier environ 100 sources d'émissions atmosphériques. Chaque source est localisée et référencée. La période de fonctionnement de ou des installations rattachées à la source est précisée, ainsi que les caractéristiques techniques des points d'émissions. Plusieurs sources sont amenées à être mises à l'arrêt en 2026 et 2027 dans le cadre du projet de modernisation du complexe agro-industriel. D'autres sont amenés à être canalisées. La faisabilité technique et la pertinence d'effectuer une mesure sont également précisées dans le présent recensement. Ce document a été présenté à l'inspection le 22/08/2025, puis transmis par mail le 27/08/2025.

<p>L'inspection considère le travail d'identification et de caractérisation suffisamment abouti. Les échanges menés en réunion d'inspection ont portés sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les sources d'émissions à intégrer au plan de surveillance ; • les polluants potentiels ; • les niveaux de contribution des sources d'émissions ; • les protocoles de mesure (COFRAC) ; • les fréquences de surveillance.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Finaliser la démarche en mettant à jour la liste des sources d'émissions à intégrer au plan de surveillance. Préciser la proposition de fréquences de surveillance au regard des polluants potentiels et des niveaux de contribution annuelle de chaque source d'émission.</p> <p>La proposition de plan de surveillance devra être transmise à l'inspection sous 2 mois pour une mise en œuvre dès l'année 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de sobriété hydrique (PSH) précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les actions qui sont mises en œuvre pour réduire la consommation d'eau dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse ; • les actions mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage. <p>Le contenu du PSH est conforme à l'annexe 7 de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n°20241045 du 17 juin 2024 sus-visé et transmis à l'inspection des installations classées sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi un plan de sobriété hydrique (PSH), qui a été présenté à l'inspection le 22/08/2025, puis transmis par mail le 27/08/2025.</p> <p>Ce plan de sobriété hydrique respect la trame nationale et dispose des onglets suivants :</p> <p><u>Diagnostic :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Caractéristiques des prélèvements en eau (réseau AEP) ; • Moyens de suivi des consommations (18 compteurs) ;

- Bilan et évolution des consommations depuis 2013 (données antérieures non disponibles) ;
- Volume de consommation par usage :
 - refroidissement : 400 à 600 m³/an ;
 - process industriels hors refroidissement : 2 600 m³/an pour le plus gros poste (lavage des graines de cucurbitacées, sur une période allant de fin août à octobre) ;
 - sanitaire : 6 000 m³/an en sachant que le nombre d'employé varie de 250 à 750 pendant la période de récolte. Cette estimation incluant également les potentiels fuites.

Schéma hydraulique et un plan de localisation des compteurs

Positionnement par rapport à l'état de l'art :

- L'indicateur par rapport au chiffre d'affaires n'est pas pertinent ;
- L'exploitant propose 2 autres indicateurs, à savoir le nombre de bacs et la surface de l'activité de lavage des graines de cucurbitacées ;
- Les BREF applicables ne présentent pas de MTD concernant les consommations d'eau ;
- Des actions de détection des pertes ont été réalisées.

Recensement des actions de réduction des prélèvements :

- pour le fonctionnement courant, il est cité :
 - les dispositions de réduction mises en œuvre en 2023 et 2024, puis
 - les projets de dispositions de réduction au titre des années 2025-2026
- en cas de situation hydrologique déficitaire, il est cité plusieurs mesures du type : information/sensibilisation du personnel, arrêt du lavage des véhicules, limitation puis arrêt du lavage des containers et report du remplissage de la cuve sprinklage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection considère que les informations de diagnostic et de positionnement par rapport à l'état de l'art sont suffisamment fournis.

Concernant les actions de réduction des prélèvements réalisées dans le fonctionnement courant, il est attendu des engagements complémentaires ciblant spécifiquement l'usage domestique et les potentiels pertes, qui représentent le principal poste de consommation (consommation estimée à 6 000 m³/an, soit environ 60 % de la consommation annuelle du complexe agro-industriel).

Concernant les actions de réduction en cas de situation hydrologique déficitaire, il est proposé de ne pas retenir le report du remplissage de la cuve sprinklage (fonction de sécurité).

Finaliser le document en intégrant les observations formulées en réunion d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 3.1.1 et 3.4.1							
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur							
Prescription contrôlée : <u>Article 3.1.1</u> Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : <table border="1"><thead><tr><th rowspan="2">Origine de la ressource</th><th rowspan="2">Nom de la commune du réseau</th><th>Prélèvement maximal</th></tr><tr><th>Annuel (m³/an)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Réseau public d'eau potable</td><td>Ennezat</td><td>15 000</td></tr></tbody></table>	Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal	Annuel (m³/an)	Réseau public d'eau potable	Ennezat	15 000
Origine de la ressource			Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal			
	Annuel (m³/an)						
Réseau public d'eau potable	Ennezat	15 000					
<u>Article 3.4.1</u> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.							
Constats : L'exploitant dispose d'une seule source d'approvisionnement en eau via le réseau public d'eau potable (Masse d'eau : Allier, FRGR0143A). Le prélèvement maximal autorisé de 15 000 m³ / an n'a pas été atteint ces dernières années : <ul style="list-style-type: none">• 2024 – 2025 : 9 095 m³• 2023 – 2024 : 7 701 m³• 2022 – 2023 : 6 630 m³• 2021 – 2022 : 11 348 m³ Le suivi de la consommation en eau est actuellement effectué par un réseau de 18 compteurs relevés mensuellement (13 compteurs appartenant au gestionnaire du réseau et 5 compteurs appartenant à l'exploitant). L'exploitant précise que la consommation de l'année 2023 a été sous évaluée en raison d'un dysfonctionnement sur plusieurs compteurs. L'ensemble des compteurs a été révisé en novembre 2024.							
Type de suites proposées : Sans suite							

N° 4 : Obligations déclaratives – GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives – GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none">• les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;• les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : Les volumes d'eau consommée et les volumes d'eau rejetée du complexe agro-industriel LIMAGRAIN d'Ennezat ne dépassent pas les seuils de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional
Prescription contrôlée : Afin de tenir compte des enjeux économiques du territoire départemental, l'arrêté cadre prévoit des mesures spécifiques : [...] <u>Autres usages économiques</u> En période d'alerte et d'alerte renforcée, sont exemptés de restrictions : En période de crise, sont exemptés de restrictions : [...] <ul style="list-style-type: none">• les établissements industriels, commerciaux, artisanaux dont les prélèvements nets totaux annuels (milieu et réseau d'eau potable) sont supérieurs à 7 000 m³ et qui ont déclaré avoir élaboré un plan de sobriété hydrique (PSH) tenu à la disposition de l'administration (voir annexe 7).
Constats : La consommation en eau du complexe agro-industriel LIMAGRAIN d'Ennezat est supérieure au seuil de 7 000 m ³ annuel.

L'exploitant a récemment établi un plan de sobriété hydrique (PSH). L'analyse du plan est retranscrite dans la fiche de constat n°2 du présent rapport d'inspection. Pour être acceptable, le document doit être finalisé en intégrant les observations formulées en réunion d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 6.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Répartition des volumes disponibles

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose :

- d'un volume de rétention de 3 245 m³ associé au stockage des eaux usées industrielles (eaux de lavage de courges et eaux de nettoyage des bennes et containers) ;
- d'un volume de rétention de 2 600 m³ associé au stockage des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;

En complément, l'exploitant dispose d'une rétention de 100 m³ associée au stockage des produits de traitement phytosanitaire (bâtiment de conditionnement).

Le confinement des eaux d'extinction est effectué selon les modalités suivantes :

- besoin total du site : 1 355 m³ (nouvelles installations) + 2 100 m³ (installations existantes) ;
- volume disponible : environ 5 000 m³ répartis sur plusieurs bassins de rétention étanches et équipés de système de déconnexion avec le milieu naturel.

Aucun bassin de rétention n'est autorisé en limite de propriété au droit des habitations situées au sud du site.

L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la répartition des volumes disponibles.

Constats :

En réunion d'inspection, l'exploitant précise la répartition des volumes de confinement des eaux d'extinction. À savoir :

- un bassin de 3 245 m³ situé à proximité de nouveau magasin de produits finis
- un bassin de 800 m³ situé à proximité de silo 3
- un fossé de 1 800 m³ situé à proximité de silo 3

La visite de chantier confirme l'absence de bassin de rétention en limite de propriété au droit des habitations situées au sud du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2025, article 4.1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en œuvre des mesures de compensation
Prescription contrôlée : Des mesures compensatoires sont mises en place au regard des impacts résiduels significatifs qui subsistent sur la prairie semi-sèche et sur les espèces de Cynoglosse de Crète et l'Epiaire d'Allemagne, rares et non protégées. Les mesures compensatoires prévues sont : <u>C1 : Sauvegarde et transplantation des espèces des populations de Cynoglosse de Crète et d'Epiaire d'Allemagne</u> Cette mesure de conservation a pour but de conserver les populations des deux espèces identifiées sur le site LIMAGRAIN et sur le ou les sites de compensation relevant de la mesure C2. Les terres végétales riches en espèces menacées seront préservées, stockées (sans mélange de terres extérieures) et réutilisées à des fins conservatoires (usage de la banque de graines du sol pour le Cynoglosse et l'Epiaire). L'ensemble des opérations sera suivi par un cabinet écologue. <u>C2 : Compensation de l'impact sur la parcelle pâturée</u> Un coefficient de compensation de 1,5 est recherché pour le projet de compensation de parcelles compte-tenu du caractère dégradé du site par le pâturage et par sa configuration très isolée. La prairie et les milieux associés impactés couvrent une surface de 5,4 ha, ce qui représente une surface totale de compensation au moins égale à 8,1 ha. Dans le cas de compensation sur plusieurs sites, le site principal devrait cibler une superficie minimale de 5 ha. Ces mesures compensatoires sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou, en tout état de cause, en proximité fonctionnelle avec celui-ci afin de garantir ses fonctionnalités de manière pérenne. Le ou les sites d'accueil doivent présenter des caractères homogènes et similaires au site affecté d'un point de vue physique et du point de vue de l'occupation humaine. Le décalage temporel entre l'impact effectif et la mise en œuvre des mesures de compensation doit être nul ou réduit au minimum. À ce titre, la mise en œuvre des mesures de compensation est demandée sous un délai maximal de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté. Un plan de gestion spécifique aux parcelles accueillant les mesures de compensation est formalisé et validé par un expert écologue. Il est adapté aux besoins écologiques des espèces bénéficiaires de la compensation.
Constats : En réunion d'inspection, l'exploitant présente l'état d'avancement des démarches relatives à la mise en œuvre des mesures compensatoires.

C1 : Sauvegarde et transplantation des espèces des populations de Cynoglosse de Crète et d'Epière d'Allemagne

La mesure C1 a été mise en œuvre par la société LIMAGRAIN dès l'automne 2023 (actions de récolte et de conservation de graines). La mesure de compensation s'est poursuivie dans le cadre des travaux de terrassement avec le balisage sur site des terres riches en espèces menacées. Les opérations ont été suivies sur site par un cabinet écologue (cabinet TAUW France). Plus récemment, l'exploitant indique avoir transplanté quelques graines précédemment récoltées pour analyser les capacités de reprise.

C2 : Compensation de l'impact sur la parcelle pâturée

La société LIMAGRAIN souligne la complexité pour satisfaire cette demande de compensation. Le vivier de parcelles répondant aux critères de compensation (critères de surface, proximité géographique, caractères homogènes et similaires) est particulièrement limité, malgré l'appui du CEN, de la SAFER et d'un bureau d'étude spécifiquement recruté.

L'analyse faite par les services de RLV a permis d'identifier une parcelle, sur la commune de Lussat, répondant aux critères de compensation. Les démarches engagées ont malheureusement dû être abandonnées étant donnée la concurrence avec un autre projet (parc photovoltaïque).

À ce jour, la société LIMAGRAIN indique avoir recensé 2 autres secteurs répondant aux critères de compensation. Des études de faisabilité sont en cours.

La DREAL rappelle en séance se tenir à la disposition de la société LIMAGRAIN pour procéder à l'analyse d'une pré-solution de compensation, notamment en mobilisant l'avis du pôle nature de la DREAL (pôle référent sur les sujets de biodiversité et de compensation).

Type de suites proposées : Sans suite